



## Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Finances

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Rabii YOUSSEUS.

## **Finances - Contrat financier entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Dans l'objectif d'une réduction de 3 points de dépenses publiques dans le PIB ainsi que d'une diminution de la dette publique de 5.3 points à l'horizon 2022, l'article 13 de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 a prévu que les dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre progresseraient, dans leur ensemble, de 1.2% par an. Il prévoit aussi une réduction annuelle du besoin de financement des collectivités et de leurs groupements à fiscalité propre de 2.6 Md€.

Pour respecter ces objectifs, l'article 29 de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 prévoit que les plus grandes collectivités s'engageront dans le cadre d'un contrat financier sur un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement ainsi que sur un objectif cible de réduction du besoin de financement. Les collectivités dont la capacité de désendettement dépasse un plafond national de référence s'engageront en outre sur une trajectoire d'amélioration de cette dernière.

Le contrat financier porte uniquement sur le budget principal pour les exercices budgétaires 2018, 2019 et 2020. Il a pour objet de définir les mesures destinées à assurer la compatibilité des perspectives financières de la collectivité avec l'objectif de contribution à l'effort de réduction du déficit public et de la maîtrise de la dépense publique.

Les préfets sont chargés de négocier ces contrats avec les collectivités concernées, la loi ayant prévu des critères de modulation pour tenir compte des spécificités locales.

Le contrat financier entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole doit fixer l'objectif annuel d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et les facteurs de modulation éventuels, évaluer l'amélioration du besoin de financement et l'évolution de la capacité de désendettement sur la période 2018-2020.

### **1) Fixation de l'objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et des facteurs de modulation de Montpellier Méditerranée Métropole pour la période 2018-2020**

Aux termes de l'article 13 de la loi de programmation des finances publiques, ce taux est fixé nationalement à 1,2 % par an pour les exercices 2018 à 2020 sur la base des dépenses réelles de fonctionnement de 2017, en valeur et à périmètre constant. Par ailleurs aux termes de l'article 29 de cette même loi, ce taux peut être modulé à la hausse (ou à la baisse) en tenant compte des critères suivants, dans la limite de 0.15 points pour chaque critère :

- Démographie et construction de logements
- Revenu moyen par habitant de la collectivité ou proportion de population résidant en quartiers prioritaires de la politique de la ville
- Evolution des dépenses réelles de fonctionnement réalisées entre 2014 et 2016.

Le taux d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement de Montpellier Méditerranée Métropole peut bénéficier de deux facteurs de modulation du taux d'évolution annuelle maximum de 1.2% :

- Critère démographie : l'évolution moyenne sur le territoire métropolitain pour la période 2013-2018 est de 1.89% soit plus de 0.75 points au-dessus de la moyenne nationale (0.48%).
- Critère d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement entre 2014 et 2016 : selon les comptes de gestion la Métropole affiche une évolution moyenne annuelle de -0.2% sur la période 2014-2016 soit une progression inférieure d'au moins 1.5 point à l'évolution moyenne constatée pour les collectivités de sa catégorie entre 2014 et 2016 (2.29%).

L'obtention de ce critère résulte de la modération des dépenses induite par la stabilité des taux de fiscalité.

Montpellier Méditerranée Métropole ne peut se voir appliquer de modulation au titre du critère du revenu moyen ou de proportion de population résidant en quartiers prioritaires de la politique de la ville : en effet le revenu moyen par habitant de la Métropole (13 819€) n'est pas inférieur de plus de 20% au revenu moyen par habitant de l'ensemble des collectivités et la proportion de population métropolitaine résidant en quartiers prioritaires de la ville (11,4%) n'est pas supérieure à 25%.

**Au vu de ces éléments, le taux d'évolution annuel maximum pour Montpellier Méditerranée Métropole, appliqué à la base des dépenses réelles de fonctionnement 2017, est donc de 1.50%.**

## **2) Trajectoire 2018-2020 des dépenses réelles de fonctionnement de Montpellier Méditerranée Métropole**

Aux termes de l'article 29 de la loi de programmation des finances publiques, le niveau maximal des dépenses réelles de fonctionnement du budget principal de la Métropole est calculé pour les années 2018, 2019 et 2020 par application à la base 2017 du taux d'évolution annuel de 1.50%.

En base 100 l'évolution serait la suivante :

2017	2018	2019	2020
100	101,5	103	104,5

Les modalités d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement retenues ainsi que les retraitements opérés sont décrits dans un protocole comptable établi conjointement entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Préfet de l'Hérault, joint à la présente délibération. Il s'agit de tenir compte notamment des effets liés à la mutualisation des services entre la Métropole et la Ville de Montpellier et aux transferts de charges induits par les transferts de compétences ou d'équipements.

Ces nouvelles charges de fonctionnement vont impacter fortement les budgets à venir et témoignent d'un important changement de périmètre de la collectivité au sens de l'article 29 de la Loi de Programmation des Finances Publiques 2018-2022.

## **3) Amélioration du besoin de financement de Montpellier Méditerranée Métropole sur la période 2018-2020**

La Métropole se fixe pour objectif d'améliorer son besoin de financement, défini comme les emprunts contractés minorés des remboursements de dette.

La trajectoire d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement à 1.50% par an sur la période 2018-2020 permet ainsi de limiter la progression du besoin de financement induit par le PPI.

## **4) Amélioration de la capacité de désendettement de la collectivité**

Il est constaté que la capacité de désendettement de la Métropole, définie comme le rapport entre l'encours de dette et l'épargne brute au titre du compte de gestion 2016 est de 4.9 années pour le budget principal. Cette capacité de désendettement est inférieure au plafond national de référence pour ce type de collectivité qui est de 12 années, la Métropole n'est donc pas concernée par cet objectif dans le cadre du contrat financier avec l'Etat.

Cependant, sur la base d'une évolution annuelle de +1.5% des dépenses réelles de fonctionnement, la Métropole prévoit de conserver une capacité de désendettement nettement inférieure à 12 années sur la période 2018-2020.

Il est à relever que l'évolution à venir de la dette de la Métropole va générer des charges nouvelles d'intérêt qui devront être compensées par une baisse des autres charges de fonctionnement à due concurrence.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le contrat financier entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole dont le modèle est joint à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ce contrat, le protocole comptable relatif au contrat financier, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 4 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 mai 2018  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20180426-40326-DE  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 03/05/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- Contrat Financier 3M
- Protocole comptable Métropole contrat financier.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.